

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Lutte contre le braconnage : le projet Gefache fait ses comptes cette année

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

PRÈS d'une centaine de pointes d'ivoire et autant de déférents ont été enregistrés durant les missions effectives, lancées par les écogardes de l'Agence des parcs nationaux (ANPN). Et ce, à la suite du projet de Gestion conflit homme-éléphant (Gefache), financé par la Banque mondiale, depuis septembre 2016. En effet, plusieurs cas de braconnage sont signalés dans notre pays. Des espèces protégées sont sauvagement massacrées par des

criminels fauniques. Un fait qui, non seulement menace des espèces en voie de disparition, mais bouleverse l'écosystème animal. C'est dans le but de freiner ce phénomène, et de lutter efficacement contre le fléau que la Banque mondiale, à travers le projet Gefache et via l'ANPN, va injecter en 2016, plus de 5 milliards de francs. Avec le fonds de ce projet qui arrive à terme cette année, plusieurs réalisations ont été effectuées, a fait savoir le coordonnateur national de Gefache, Olivier Ondo Assame, lors d'un entretien. Il s'agit entre autres du recrutement, de la formation et de

l'équipement des écogardes pour faire face à certaines situations, jugées parfois très dangereuses, créées par des braconniers. En termes de bilan, Olivier Ondo Assame, ravi, souligne que ce projet a permis de voir des troupeaux d'éléphants réapparaître dans certaines zones, où on ne les voyait plus. "Des barrières électriques ont même été construites pour protéger les cultures des populations. Notons également que nous avons procédé à la saisie de plusieurs armes à feu et des pièces d'espèces protégées, grâce au concours des forces de défense et de sécurité".



Photo: Abel Eyeghe/L'Union

Olivier Ondo Assame: « Le Gefache a pleinement rempli sa mission. »

Vision Verte by BKM: "Le plastique est un danger pour la planète"

APRÈS avoir sensibilisé les jeunes durant la dernière célébration de la Journée mondiale de l'environnement, l'ONG Vision verte by BKM compte aller plus loin dans sa lutte contre les déchets plastiques, a confié sa fondatrice Alida Bongo.

Propos recueillis par
GM.MTOUTOUME-NDONG
Libreville /Gabon

Lors de la célébration de la Journée internationale de l'environnement, on a pu voir votre ONG Vision verte en action auprès de lycéens. Pourquoi cette campagne en direction des jeunes ?

Alida Bongo : Depuis sa création en 2014, Vision Verte by BKM a souvent mené des actions par cible, de façon à atteindre un public précis à chaque fois. Aussi cette année, en raison du thème qui interpelle toutes les couches de la population, notre adresse vis-à-vis des jeunes était-elle nécessaire. Ce sont les citoyens de demain. Susciter en eux un réel éveil des consciences dans la prise en compte de la responsabilité environnementale était donc nécessaire. **Vous luttez contre la pollution par les déchets plastiques. Pourquoi avoir choisi spécifiquement le plastique parmi tant d'autres déchets polluants ?**

La problématique des sacs plastiques ne peut que nous interpeller. Le sac plastique est principalement issu de l'industrie pétrochimique. Il y a des milliers qui volent dans nos



Photo: HNM/L'Union

Les participants aux activités de l'ONG Vision-verte.

rues, obstruant les canalisations et causant des inondations en temps de pluie, qui se retrouvent dans nos océans. En passant par le bord de mer, de la plage du Lycée national Léon-Mba, jusqu'au lieu-dit Maringa, le spectacle des sacs plastiques est plus que visible, dans nos quartiers et même dans nos villages. Par un acte d'achat ne nécessitant pas un emballage, comme un jus en bouteille, vous obtenez un sachet plastique. Après consommation du produit, la bouteille et le sachet plastique sont jetés dans la rue. Le sac plastique se retrouve par migration dans nos aliments (terre et culture agricoles contaminées) et, partant, dans nos assiettes, puis nos estomacs.

Votre ONG existe donc depuis huit ans. Avez-vous l'impression d'avancer vers vos objectifs ?

L'objectif est une vision que l'on se donne. Au fur et à mesure qu'on

avance, action après action, nous essayons de voir s'il y a lieu de réajuster, parce que la réalité sur le terrain peut nous amener à revoir nos actions. Nous pensons, très humblement, que lorsqu'on arrive à faire une campagne de sensibilisation, et qu'il y a des réactions positives de changement, petit à petit, nous y arrivons. La prise de conscience de certains commerces par exemple, que nous avons approchés, est une satisfaction pour nous. La vendeuse de légumes au marché qui reconnaît la nécessité de se débarrasser des sacs plastiques est un plus pour nous. Par catégorie, nous sensibilisons et le retour positif est plus important que son contraire. Après, il y a encore du chemin, mais, nous avons foi, chacun faisant sa part, avec l'aide des autorités qui prennent en compte nos propositions, des changements sont prévisibles, c'est certain.

Sécurité maritime: "corriger les écarts révélés par l'audit IMSAS du Gabon"

Y.F.I
Libreville/Gabon

DERNIÈREMENT, les experts du secteur maritime ont procédé à l'évaluation de l'audit IMSAS du Gabon, commandité par l'Organisation maritime internationale (OMI), un organisme des Nations unies. C'était au cours d'un atelier qui a regroupé toutes les parties prenantes de la navigation maritime, lors duquel le niveau de mise en œuvre par l'administration gabonaise des instruments de l'OMI a été passé au peigne fin.

Ainsi, les spécialistes de l'OMI et les experts locaux ont révélé vingt-trois (23) écarts dont deux corrigés. D'où l'exhortation du

ministre des Transports, Brice Constant Paillat, présent à l'ouverture des travaux, d'inviter toutes les parties prenantes à rectifier le tir. "(...) J'exhorte chacun d'entre vous à s'approprier et s'impliquer effectivement dans la correction des écarts non encore traités afin d'éviter toutes récriminations et/ou sanctions éventuelles préjudiciables à notre pays".

Avant d'ajouter: "Nous sommes tenus de veiller à l'accélération du processus de correction des écarts et à la matérialisation de ceux-ci par l'ensemble des administrations concernées".

Des propos réitérés par le membre du gouvernement au terme dudit atelier.



Photo: Jocelyn ABILA

Les officiels posant au terme de la cérémonie d'ouverture.